L.165/1

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
1651/1
6 MAY 1949
Transmis à M. Coordination
Overgezonden aan de H.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

le 2 février 1949

d'une demande d'avis urgente

sur un projet de loi concernant le paiement d'une allocation de maladie aux travailleurs liés par un contrat de travail pendant la première période d'incapacité de travail

a donné en sa séance du 3 février 1949

l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg

op 2 februari 1949, hem ertoe gemachtigd van advies te dienen over een voorontwerp betreffende de betaling van een vergoeding wegens ziekte aan de door een arbeidscontract verbonden arbeiders gedurende de eerste periode van arbeidsongeschiktheid tot werken

heeft ter zitting van 3 februari 1949

het volgend advies gegeven :

C.E. - R.S.
Entrée Binnen
N°
COORD.

Le projet de loi a pour but de diminuer les fraudes en matière d'assurance maladie-invalidité.

Il entend atteindre ce but en retardant de six jours l'intervention de l'organisme assureur.

Pendant ces six jours, une allocation payée par l'employeur et correspondant à 60 p.c. du salaire normal du travailleur bénéficiaire, remplacera l'indemnité supprimée. On compte de cette façon obtenir des employeurs un contrôle plus effectif de la réalité de l'incapacité.

Il ne s'agit pas de mettre un risque qui incombe à l'organisme assureur, à charge des employeurs ; ceux-ci trouveront à leur obligation nouvelle une compensation dans une réduction de la cotisation de sécurité sociale.

L'application des dispositions qui font l'objet du projet est limitée aux travailleurs engagés dans les liens d'un contrat régi par la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.

Le projet donne lieu aux remarques suivantes :

Intitulé.

Le Conseil d'Etat propose : "Projet de loi établissant une allocation de maladie en faveur de certains travailleurs subissant une incapacité de travail".

Présentation.

L'arrêté chargeant le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de présenter le projet aux Chambres ne figure pas dans le texte.

Article 1er.

1.

Il y a contradiction entre le texte du premier alinéa de cet article selon lequel l'allocation est due pendant six jours et l'exposé des motifs qui envisage une période de douze jours. D'après les renseignements

./..

./..

obtenus, c'est le texte de l'exposé des motifs qui est erroné. Il y a donc lieu de le rectifier sur ce point.

2.

Au troisième alinéa (du texte français), il est fait emploi du mot "ouvrière". Partout ailleurs les auteurs du texte prennent soin de ne pas employer l'expression "ouvrier" mais l'expression "travailleur". Il convient, ici aussi, d'employer le mot "travailleuse".

3.

Sous réserve de certaines modifications de formes, le projet proposé par le Conseil d'Etat reprend le 3ème alinéa de cet article.

Le Conseil d'Etat tient toutefois à observer que cette disposition n'est pas dans l'esprit général du projet qui tend à éviter les fraudes auxquelles donne lieu l'institution de l'assurance maladie-invalidité.

On conçoit difficilement la fraude lors de l'accouchement d'une assurée.

4.

L'interdiction édictée à l'égard des organismes assureurs à l'article 3 in fine trouve logiquement sa place dans l'article 1er.

Article 3.

1.

L'arrêté-loi du 28 décembre 1944 dont il est fait mention dans le premier alinéa de cet article a été modifié par les arrêtés-lois des 20 mars et 3 août 1945 et 6 septembre 1946. Il convient de l'indiquer.

2.

L'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande n'est applicable à aucun travailleur lié par un contrat régi par la loi du 10 mars 1900. Il n'y a donc pas lieu d'y faire allusion dans cet article.

./..

3.

Il a été conservé au texte qui est proposé pour cet article par le Conseil d'Etat le caractère de celui du projet. Le Conseil d'Etat tient cependant à faire remarquer que les critères qui s'imposeront au Roi pour la fixation des taux de diminution ne sont mentionnés que d'une façon fragmentaire et peu précise.

Article 5.

Le Conseil d'Etat propose une rédaction plus concise.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose quelques modifications de forme reprises au texte ci-après :

PROJET DE LOI ETABLISSANT UNE ALLOCATION DE MALADIE EN FAVEUR DE CERTAINS TRAVAILLEURS SUBISSANT UNE INCAPACITE DE TRAVAIL.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.- Sans préjudice de dispositions plus favorables prévues par la convention, les travailleurs liés par un contrat régi par la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail, incapables de travailler pour cause de maladie, ont droit, à charge de leur employeur et nonobstant toute convention contraire, à une allocation de maladie égale à 60 p.c. de leur salaire normal. Cette allocation leur est due à partir du troisième jour ouvrable qui suit celui de la déclaration de la maladie à l'employeur et pendant les six jours ouvrables suivants.

Si, au cours de la journée pendant laquelle l'incapacité a pris naissance, le travailleur avait déjà effectué des prestations, cette journée est comprise dans la période des trois jours qui ne donnent pas lieu au paiement de l'allocation.

Les travailleuses qui s'absentent à raison de leurs couches, bénéficient de cette allocation pendant six jours, à compter du premier jour d'absence.

L'allocation est payée le jour où le salaire eût dû l'être si le travailleur ne s'était pas absenté.

./..

Le salaire à prendre en considération pour fixer le montant de l'allocation de maladie est déterminé conformément aux dispositions des arrêtés pris pour l'exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947 relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant huit jours fériés par an.

Il est interdit aux organismes assureurs de payer les indemnités d'incapacité primaire à des travailleurs en droit de bénéficier de l'allocation de maladie.

Article 2.- Le travailleur ne peut prétendre au paiement de l'allocation de maladie que s'il est depuis au moins un mois au service de l'employeur.

Le Roi peut réduire ou supprimer ce délai pour une branche d'industrie après consultation de la commission paritaire compétente.

Article 3.- Les cotisations mises à charge des employeurs par l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs modifié par les arrêté-lois des 20 mars et 3 août 1945 et 6 semtembre 1946 ainsi que par l'article 24 de l'arrêté-loi du 25 février 1947 sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés seront diminuées par le Roi.

Les taux de diminution seront fixés par le Roi sur avis du comité national d'administration du Fonds national d'assurance maladie-invalidité, en tenant compte de la réduction des charges qu'entraîne, pour les organismes assureurs, l'application de la présente loi.

Article 4. Les travailleurs qui ne réunissent pas les conditions exigées pour bénéficier de l'allocation de maladie, conservent leur droit à l'indemnité pour incapacité primaire ou à l'indemnité de repos d'accouchement dans les conditions fixées par la législation sur l'assurance maladie-invalidité.

./..

Article 5.- Les journées donnant lieu au paiement d'une allocation en exécution de la présente loi sont assimilées à celles qui sont indemnisées en vertu de la législation sur l'assurance maladie-invalidité pour tout ce qui concerne l'application des lois sociales.

Article 6.- Les contestations entre employeurs et travailleurs résultant de l'application de la présente loi sont de la compétence du Conseil de Prud'hommes ou, à son défaut, du Juge de Paix.

Donné à, le

Par le Régent,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Het ontwerp van wet heeft tot doel de bedrieglijke praçtijken in zake verzekering tegen ziekte en invaliditeit te keer te gaan.

Dit doel wil het bereiken door de tussenkomst van het verzekeringsorganisme zes dagen uit te stellen.

Gedurende deze zes dagen zal de afgeschafte vergoeding vervangen worden door een door de werkgever betaalde uitkering, die gelijk is aan 60 % van het normaal loon van de rechthebbende arbeider. Men rekent er op dat de werkgevers, zodoende, van dichter bij zullen nagaan of de ongeschiktheid werkelijk is.

Het gaat er niet om aan de werkgevers een risico op te leggen, dat ten laste van het verzekeringsorganisme valt; de werkgevers zullen deze nieuwe verplichting gecompenseerd zien door een vermindering van hun bijdrage aan de maatschappelijke zekerheid.

De toepassing van de bepalingen van dit ontwerp is beperkt tot de arbeiders, die gebonden zijn door een bij de wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst beheerst contract.

Bij het ontwerp vallen de volgende opmerkingen te maken:

TITEL.

De Raad van State stelt voor: "Ontwerp van wet houdende instelling van een uitkering wegens ziekte, ten bate van sommige arbeiders die ongeschikt zijn tot werken".

INDIENING.

Het besluit, waarbij de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt gelast het ontwerp bij de Kamers in te dienen, komt niet in de tekst voor.

Artikel 1.

1.

Er is tegenspraak tussen de tekst van de eerste alinea van dit artikel, volgens dewelke de uitkering gedurende zes dagen verschuldigd is, en de memorie van toelichting, die over een periode van twaalf dagen gewaagt. Uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat de vergissing in de tekst van de memorie van toelichting ligt. Dit punt moet dus worden rechtgezet.

2.

In de derde alinea van de Franse versie wordt het woord "ouvrière" gebruikt. Overal elders hebben de stellers het woord "ouvrier" vermeden, en "travailleur" gebruikt. Ook hier zou het woord "travailleuse" moeten gebezigd worden.

3.

Op enkele vormwijzigingen na, neemt het door de Raad van State aanbevolen ontwerp, de derde alinea van dit artikel over. Toch houdt de Raad van State er aan te laten opmerken dat deze bepaling buiten de geest van het ontwerp valt, dat, in zijn algemene lijn, er naar streeft het bedrog te vermijden, waartoe de instelling van de verzekering tegen ziekte en invaliditeit aanleiding geeft. Van bedrog bij de bevalling van een verzekerde kan bezwaarlijk sprake zijn.

4.

Het verbod, dat in fine van artikel 3 ten opzichte van de verzekeringsorganismen geformuleerd is, zou logischwijze in artikel 1 moeten worden ingelast.

.../...

Artikel 3.

1.

De besluitwet van 28 December 1944, waarvan melding in de eerste alinea van dit artikel, is gewijzigd geworden bij de besluitwetten van 20 Maart en 3 Augustus 1945 en 6 September 1946. Hier zou moeten opgewezen worden.

2.

De besluitwet van 7 Februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, is op geen enkele arbeider toepasselijk, die gebonden is door een bij de wet van 10 Maart 1900 beheerst contract. Deze besluitwet hoort dus niet in dit artikel te worden vermeld.

3.

In de tekst, die de Raad van State voor dit artikel voorstelt, werd het karakter van het artikel van het ontwerp behouden. Niettemin laat de Raad van State opmerken dat de criteria, die de Koning bij het bepalen der bedragen van vermindering in acht zal moeten nemen, slechts op fragmentarische en weinig nauwkeurige wijze opgegeven zijn.

Artikel 5.

De Raad van State stelt een beknopter redactie voor.

De Raad van State stelt bovendien enkele vormwijzigen voor, die in de hierna volgende tekst zijn opgenomen :

Ontwerp van wet houdende instelling van een uitkering wegens ziekte ten bate van sommige arbeiders die ongeschikt zijn tot werken.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg is gelast in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.

Onverminderd de gunstiger bepalingen, welke bij de overeenkomst zijn voorzien, hebben de arbeiders, die gebonden zijn door een bij de wet van 10 Maart 1900 op de arbeidsovereenkomst beheerst contract en die wegens ziekte ongeschikt zijn tot werken, niettegenstaande elke strijdige overeenkomst, recht op een uitkering wegens ziekte, die gelijk is aan 60 t.h. van hun normaal loon en ten laste valt van de werkgever. Deze uitkering is hun verschuldigd van de derde werkdag af, die volgt op de aangifte van de ziekte bij de werkgever en gedurende de zes volgende werkdagen.

Indien de arbeider reeds prestaties had verricht in de loop van de dag waarop de ongeschiktheid een aanvang heeft genomen, dan is deze dag begrepen in de periode der drie dagen die geen recht geven op de betaling van de uitkering.

De arbeidsters die wegens bevalling afwezig zijn genieten deze uitkering gedurende zes dagen te rekenen van de eerste dag afwezigheid.

De uitkering wordt betaald de dag waarop het loon had moeten uitbetaald zijn ware de arbeider niet afwezig geweest.

Het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor het bepalen van het bedrag der uikering wegens ziekte wordt vastgested overeenkomstig de bepalingen van de be-

sluiten, genomen ter uitvoering van de besluitwet van 25 Februari 1947 betreffende het toekennen aan de arbeiders, van loon voor acht feestdagen per jaar.

Het is aan de verzekeringsorganismen verboden de vergoedingen voor primaire ongeschiktheid uit te betalen aan arbeiders die het recht hebben de uitkering wegens ziekte te genieten.

Artikel 2.

De arbeider mag slechts aanspraak maken op de uitkering wegens ziekte wanneer hij sedert ten minste één maand bij de werkgever in dienst is.

Voor een bepaalde nijverheidstak kan de Koning deze termijn inkorten of afschaffen na de bevoegde paritaire commissie te hebben geraadpleegd.

Artikel 3.

De bijdragen die ten laste van de werkgevers worden gelegd bij artikel 3 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de besluitwetten van 20 Maart en 3 Augustus 1945 en 6 September 1946, evenals bij artikel 24 van de besluitwet van 25 Februari 1947 betreffende het pensioenstelsel voor de mijnwerkers ende er mee gelijkgestelden, zullen door de Koning verminderd worden. De bedragen van vermindering zullen door de Koning worden bepaald op advies van het Nationaal Bestuurscomité van het Rijksfonds voor Verzekering tegen ziekte en Invaliditeit, met inachtneming van de vermindering der lasten, die de verzekeringsorganismen bij toepassing van deze wet zullen genieten.

Artikel 4.

De arbeiders die de vereiste voorwaarden niet vervullen om de uitkering wegens ziekte te genieten behouden, in de voorwaarden bepaald bij de wetgeving op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit, hun recht op de vergoeding voor primaire ongeschiktheid of op de vergoeding voor rust bij bevalling.

Artikel 5.

De dagen waarvoor, teruitvoering van deze wet, een uitkering moet worden uitbetaald, zijn voor alles wat de toepassing van de sociale wetten betreft, gelijkgesteld met die welke krachtens de wetgeving op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit worden vergoed.

Artikel 6.

De geschillen tussen werkgevers en arbeiders naar aanleiding der toepassing van deze wet vallen onder de bevoegdheid van de werkrechtersraad of, bij ontstentenis, van de vrederechter.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, Président du Conseil d'Etat, Président
De Heren :: Voorzitter van de Raad van , Voorzitter State

V. DEVAUX , Conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN , Raadsheren van State.

, Assesseurs de la section de législation
, Bijzitters van de afdeling wetgeving.

G. PIQUET, Greffier adjoint , Greffier,
Adjunct-griffier , Griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M. SUETENS, Président

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. SUETENS, Voorzitter

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,